



© Freepik

L'écologie

UNE AFFAIRE CITOYENNE

Réchauffement climatique, écologie, écocitoyenneté, transition énergétique, programmation pluriannuelle de l'énergie...

Parlons-nous toujours de la même chose ? Pas sûr, car comme le disait Platon :

« *La perversion de la Cité commence avec la fraude des mots* ».

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET CRISE ÉCOLOGIQUE

Le thème de l'écologie, dont la plupart des politiques se réclament, est devenu central dans la société et récurrent dans tous les médias. Le sujet est sérieux, vital même, mais pas unique pour une majorité de personnes qui connaissent de graves problèmes de salaire, d'emploi, de conditions de vie et/ou de travail...



DES ACTIVITÉS HUMAINES

Le réchauffement climatique planétaire, ou l'augmentation des températures moyennes océaniques et atmosphériques, est la conséquence des émissions excessives de gaz à effet de serre. Excessives car ces émissions dépassent la capacité d'absorption des océans et de la biosphère, augmentant l'effet de serre qui piège la chaleur à la surface terrestre. Les êtres humains façonnent la nature, pour le meilleur et pour le pire. La première empreinte significative de l'activité humaine sur l'environnement date de la Grèce Antique dont le fort développement social et commercial a épuisé sa source principale d'énergie et les matériaux de construction : le bois. Dès le 19^e siècle, l'ère industrielle eut très vite des impacts sur la santé des



© Freepik



© Shutterstock

gens, des ouvriers, des mineurs, comme pour l'environnement. Marquées par une forte croissance des pays du « Nord », les années 60 ont connu une véritable prise de conscience collective des pollutions menaçant les 3 éléments vitaux : l'air, l'eau et la terre. Depuis une trentaine d'années, le réchauffement climatique est une préoccupation majeure au regard des conséquences qu'il a sur le climat. Selon les Nations Unies, les objectifs 2050 pour les 10 milliards d'êtres humains sont

la paix, la santé, une alimentation saine et équilibrée, l'accès aux éléments vitaux et services essentiels (eau, énergie...), à l'instruction, la culture et l'emploi, l'éradication de la pauvreté. Il est donc attendu une forte croissance économique et sociale dans le monde. Mais comment la rendre supportable, durable ? La science et la technologie ne sont pas les ennemies de la nature. Au contraire, elles peuvent offrir de nombreuses solutions pour la préserver.

VERS QUELLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

La transition énergétique est le passage d'un système de production de l'énergie à un autre. Contraint ou choisi, ce changement peut avoir plusieurs raisons et objectifs. Selon les époques et les endroits, les énergies les plus utilisées sont le bois, le charbon, le pétrole, le gaz, l'électricité, le nucléaire, l'éolien, le solaire, l'hydraulique... un mix dont seules les proportions évoluent.

Dans le classement des pays qui mènent le mieux leur transition énergétique, (classement établi par la World Economic Forum), la France arrive au 8^e rang sur 115, seul État du G20 parmi les 10 premiers. Elle excelle notamment dans la sécurité énergétique et la durabilité environnementale.

NOS MEILLEURS ENNEMIS

Associée aux pesticides et à ses excès, la

chimie a une mauvaise image, cependant elle permet de mieux comprendre la biologie, le fonctionnement du vivant et de contribuer aux progrès incontestables de la médecine. Le pétrole est honni, pourtant, il fournit des centaines de produits et matériaux très utiles dont le bitume, les pneumatiques, les plastiques qui deviennent un problème quand ils sont jetés en pleine nature. Les camions et les voitures sont voués aux gémonies alors qu'il s'agit d'un usage immodéré d'hydrocarbures et d'une offre trop insuffisante en transport collectif propre.

QUELS RESPONSABLES ?

Même si nous devons tous constamment faire des progrès en ayant un comportement responsable et une consommation raisonnée, n'oublions pas que 40% de la pollution planétaire est générée par 1%



© Freepik

de la population qui détient 99% de la richesse mondiale. Les excès, la surproduction, les gâchis sont la conséquence de la course effrénée aux profits. Cette abondance n'est cependant pas, ou peu, accessible à une grande majorité de personnes dans le monde. Même en France, 6^e puissance mondiale, reconnue pour être une des plus redistributives, un quart de la population vit avec de très modestes revenus.

DES CHAMPS D'ACTION MULTIPLES

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ

OU NE VA PAS
SE QUITTER
COMME ÇA !



© Flickr - DES Daughters

REPENSER L'AGRICULTURE

À la différence d'une écologie dogmatique et culpabilisante, envisageons un avenir plus humain et démocratique. Il est nécessaire de savoir prendre du plaisir sans les excès de l'accumulation, de retrouver et garder le goût des bonnes et belles choses. Savourer un fruit, un légume sainement cultivé, cueilli et récolté à maturité ; déguster du pain frais, les confitures artisanales, les fromages de pays, les viandes locales... Inutile d'importer et de brûler du gazole pour manger moins bien ! Se poser aussi la question de la régulation commerciale : comment éviter la constitution de stocks

démésurés, sources de gâchis, sensés amortir les à-coups financiers de l'offre et de la demande.

RELOCALISER LES INDUSTRIES

Ce qui est vrai pour l'agriculture et l'alimentation, l'est aussi pour l'industrie. Nous avons, nationalement et localement, tout à porter de mains : des salariés compétents, des usines, des énergies propres. Inutile de polluer en important massivement des produits de moindre qualité, socialement discutables et ayant un bilan carbone catastrophique ! Il y a beaucoup à gagner en relocalisant l'industrie, sauf, vraisemblablement, pour les actionnaires car leurs dividendes pourraient en pâtir...

MIEUX TRAITER LES DÉCHETS

La question des déchets agricoles, industriels et domestiques est un sujet crucial. Des solutions existent, à commencer par leurs réductions, leurs collectes puis leurs valorisations comme la méthanisation des déchets putrescibles, la récupération affinée des matières premières, des maté-

riaux et de la chaleur, le retraitement de l'eau et des liquides, la réutilisation maximale des résidus et produits retraités dans le cadre d'une économie circulaire.

ET L'ÉNERGIE ?

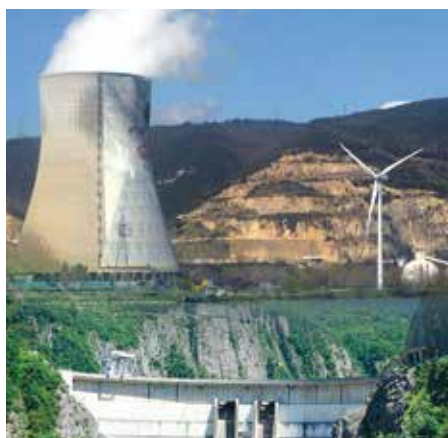
De toute évidence, nous devons apprendre à nous passer progressivement des hydrocarbures issus du pétrole. L'électricité et l'hydrogène devront prendre le relais. Le gaz naturel a aussi de l'avenir. Toute la question est de savoir comment les produire et en quelle quantité. Entre le tout renouvelable dont le bilan écologique et l'efficacité énergétique sont très contestables, et un mix énergétique s'appuyant sur une base nucléaire solide assurant plusieurs siècles de production, l'orientation prise par l'Europe et la France n'est pas la plus logique. La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim et l'abandon du réacteur de 4^e génération illustrent bien ce choix aberrant, anti-écologique, anti-démocratique et politicien. Une faute politique grave.

La production d'énergie

AU CŒUR DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

La lutte contre le réchauffement climatique exige de réduire drastiquement l'émission des gaz à effet de serre. Un changement est à opérer dans nos usages énergétiques. L'électricité devrait devenir prépondérante sur toutes les autres formes d'énergies. L'électricité ne doit plus être produite à partir d'hydrocarbures. Il est indispensable de disposer d'outils de production pilotable : hydroélectricité et nucléaire sont la garantie d'une production fiable pouvant faire face à la plupart des situations. L'éolien et le solaire sont des solutions pertinentes dans certains lieux et situations.

VERS L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE ?



© Getty images

Le 30 juin 2020, le Centre National de Production d'Énergie (CNPE) de Fessenheim cessait de produire. Tous les arguments écologiques, économiques, financiers et sociaux plaident en faveur de la poursuite de son exploitation pendant au moins 10 ans.

L'Allemagne et les anti-nucléaires ont fait pression pour obtenir cette fermeture. Certains choix peuvent cependant nous laisser perplexes. En effet, le 20 mai 2020, précédant la fermeture de Fessenheim de quelques jours, une centrale au charbon de 1100 MW était mise en route, à Datteln de l'autre côté du Rhin. Selon l'association « Sauvons le climat », cette centrale émettra 9 millions de tonne/an de CO₂, du dioxyde de soufre, de l'uranium et du thorium (2 éléments radioactifs en

libre circulation dans l'atmosphère) et du mercure (un poison éternel pour les êtres vivants).

DES FERMETURES ANNONCÉES

La fermeture de 14 réacteurs nucléaires dont les 2 de Fessenheim a été actée. Sur injonction du gouvernement, EDF a indiqué 7 sites où les réacteurs nucléaires pourront être fermés par paires d'ici 15 ans : Blayais en Gironde, Bugey dans l'Ain, Chinon dans l'Indre-et-Loire, Cruas en Ardèche, Dampierre dans le Loiret, Gravelines dans le Nord et Tricastin dans la Drôme. À la demande du gouvernement, EDF doit remettre 2 dossiers permettant de décider, soit la construction de 6 réacteurs EPR, soit un système productif entièrement Énergies Renouvelables (EnR) en 2050.

Le renoncement à tout ou partie de la filière nucléaire civile au profit d'une multitude d'opérateurs EnR participe au démantèlement du service public national EDF. Il y a donc bien collusion entre les mouvements anti-nucléaires « écologistes » et le capitalisme. Les arguments repris par le gouvernement pour écarter le nucléaire des énergies vertueuses sont : les réserves limitées en uranium et l'accumulation des déchets nucléaires. Ces motifs ne tiennent absolument pas compte des immenses

progrès réalisés ces 40 dernières années, pas plus que ceux attendus dans les prochaines décennies. Ces évolutions sont irrépressibles et auront bien lieu, ailleurs. En France, la maîtrise du cycle complet du combustible nucléaire offre une indépendance énergétique pendant 3500 ans, le temps de bien préparer la maîtrise et l'exploitation de la fusion nucléaire.

LE COLLECTIF DE DÉFENSE DU NUCLÉAIRE FRANÇAIS

Constitué d'académiciens, d'un prix Nobel, d'ex dirigeants d'EDF ou du CEA, ce collectif a chiffré le gâchis de Fessenheim à 500 millions d'euros par an, la centrale ayant l'autorisation de fonctionner encore 9 ans cela fait 4,5 milliards d'euros délibérément détruits (auxquels on peut ajouter 6,5 milliards pour le démantèlement de Superphénix). Des associations, mais aussi la Cour des comptes, dénoncent les gâchis vertigineux, voire l'illégalité des fonds versés aux producteurs EnR par la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE) : près de 220 milliards d'euros jusqu'en 2040 ! Et pendant ce temps, la recherche scientifique, fondamentale et appliquée, s'épuise dans la recherche... de financements. Une faute grave.

LES PARCS SOLAIRES ET ÉOLIENS : SOLUTIONS EFFICACES ET PÉRENNES ?

Le développement des parcs solaires prévu dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) accélère la réduction de l'espace agricole. La PPE prévoit de passer de 8,5 Gwc de solaire fin 2018 à 35 - 45 Gwc en 2028, soit environ 30 000 hectares (42 000 terrains de football). Le rendement de ces panneaux se situe aux alentours de 15% et pour une efficacité garantie à 80% sur 20 ans. À titre de comparaison, à puissance identique, les CNPE ont une emprise 10 fois moindre avec une capacité productive 4,5 fois supérieure, quasi permanente et pilotable. À puissance égale par rapport au nucléaire, l'éolien nécessite 10 fois plus de béton, d'acier, de terres rares et autres métaux, une vraie question

écologique. Principal problème : ces systèmes produisent aléatoirement, sans rapport avec les besoins. Par ailleurs, ces dispositifs défigurent notre beau pays, si apprécié par les dizaines de millions de touristes ; demain le trouveront-ils toujours aussi attractif ?

La filière nucléaire est essentiellement française et emploie 250 000 salariés, c'est le 3^e secteur industriel après l'automobile et l'aéronautique. La production des panneaux photovoltaïques est très majoritairement réalisée en Asie, dans des conditions indignes au regard des conditions de travail et de respect de l'environnement, une production qu'il faut importer avec de lourds portes-containers hyper polluants.



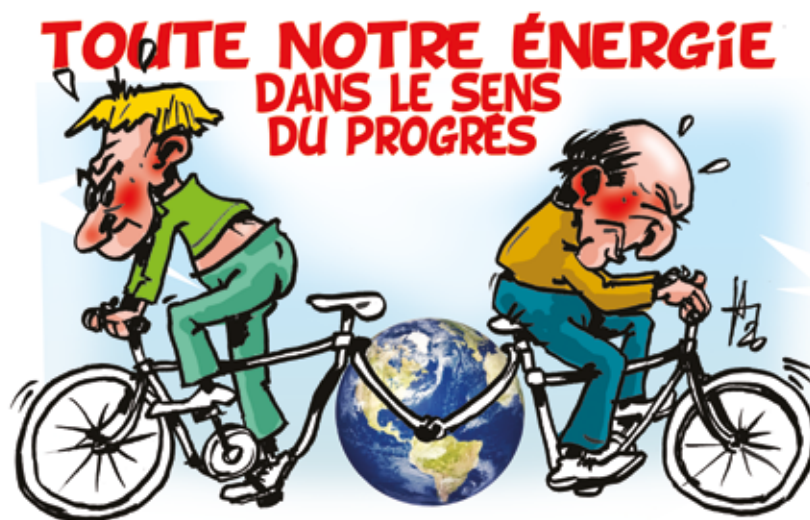
© Freepik

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE)

Le 23 avril 2020, en pleine crise sanitaire, le gouvernement a publié le décret sur la PPE enclenchant sa stratégie énergétique à 10 ans. Il fixe les priorités d'actions dans le domaine de l'énergie avec l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Sans aucun intérêt avec l'ambition affichée, la décision porte sur la réduction à 50 % de la part du nucléaire dans l'électricité en 2035, à la faveur principalement des producteurs du secteur privé des Énergies Renouvelables (EnR). La PPE est un acte politique adoubant les EnR au détriment du nucléaire, le système capitaliste contre le service public, l'adaptation aux directives européenne versus l'indépendance énergétique.

ET LE GAZ NATUREL ?

Le méthane n'est pas un polluant, si tout pouvait fonctionner au gaz naturel, il y aurait sans doute un moindre réchauffement climatique et aucune atteinte à l'environnement. La combustion du CH₄ produit essentiellement de la vapeur d'eau et dans une moindre mesure du CO₂. Le méthane est produit naturellement et industriellement, mais pas en quantité suffisante pour couvrir tous les besoins. C'est donc une utilisation rationnelle de ce gaz dont nous avons besoin. Pour pallier les intermittences des EnR, l'Union européenne valide l'utilisation du gaz. C'est une aberration : brûler 4 à 5 kWh de gaz pour produire 1 kWh est un pur gâchis. Ce gaz aujourd'hui bon marché, pourrait devenir une source de plus-value considérable car il sera exploité en période de tension, c'est-à-dire quand les prix de l'électricité passent de 40 €/MWh à plusieurs centaines d'euros.



© Jean-Louis Darrière